

Unité départementale du Loiret  
3, rue du carbone  
CEDEX 2  
450072 ORLÉANS

ORLÉANS, le 10 janvier 2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 10/11/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **DS SMITH PAPER COULLONS**

Usine de la Fosse  
Route de la barbe grise  
45720 COULLONS

Références : n° 693/2022  
Code AIOT : 0010000968

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/11/2022 dans l'établissement DS SMITH PAPER COULLONS implanté Usine de la Fosse 45720 COULLONS. L'inspection a été annoncée le 10/11/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- DS SMITH PAPER COULLONS
- Usine de la Fosse 45720 COULLONS
- Code AIOT : 0010000968
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Suites accordées aux visites d'inspection du 10 et 13 août 2021, et notamment suivi des échéances accordées à l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 07/09/2021 ;
- Epandage ;
- Gestion des rejets aqueux.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
3	Rejets dans le milieu naturel	Arrêté Préfectoral du 21/11/2017, article 4.3.9.1	NC4 de la VI du 10/08/2021	Lettre de suite préfectorale	30 jours
10	Entretien des moyens d'intervention	Arrêté Préfectoral du 21/11/2017, article 7.6.2	/	Lettre de suite préfectorale	30 jours

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Prélèvements d'eau	Arrêté Préfectoral du 21/11/2017, article 4.1.1.	NC2 de la VI du 10/08/2021	Sans objet
2	Plan des réseaux	Arrêté Préfectoral du 21/11/2017, article 4.2.2.	NC3 de la VI du 10/08/2021	Sans objet
4	Valeurs limites d'émission des eaux exclusivement pluviales	Arrêté Préfectoral du 21/11/2017, article 4.3.11	NC5 de la VI du 10/08/2021	Sans objet
6	Mise à jour du plan d'épandage	Arrêté Préfectoral du 21/11/2017, article 8.1.2.	NC6 de la VI du 10/08/2021	Sans objet
7	Gestion des ouvrages : conception, dysfonctionnement	Arrêté Préfectoral du 21/11/2017, article 4.3.3	D2 de la VI du 10/08/2021	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
5	Epannage	Arrêté Préfectoral du 21/11/2017, article 8.1.2.5 et 8.1.2.6.1	Article 1 (APMD) de l'arrêté préfectoral du 7 sept 2021 NC6 de la VI du 10/08/2021 NC1 de la VI du 13/08/2021	Sans objet
8	Organisation de l'établissement	Arrêté Préfectoral du 21/11/2017, article 7.5.1	R1 de la VI du 10/08/2021	Sans objet
9	Rapport d'incident	Code de l'environnement du 13/08/2021, article Art. R. 512-69	Article 2 de l'arrêté préfectoral du 7 sept 2021 D1 et D2 du 13/08/2021	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

### 2-4) Fiches de constats

## N° 1 : Prélèvements d'eau

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/11/2017, article 4.1.1.															
<b>Thème(s) :</b> Autre, Prélèvements d'eau															
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet															
<b>Prescription contrôlée :</b> Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont limités aux quantités suivantes : <table border="1" data-bbox="331 477 1275 672"><thead><tr><th>Origine de la ressource</th><th>Nom de la masse d'eau ou de la commune du réseau (Lambert 93)</th><th>Code national de la masse d'eau (compatible SANDRE) (si prélèvement dans une masse d'eau)</th><th>Prélèvement maximal annuel (m<sup>3</sup>)</th><th>Débit maximal journalier (m<sup>3</sup>)</th></tr></thead><tbody><tr><td>Eau de surface (rivière Aquiaulne)</td><td>X=663 498 Y=6 724 088,7</td><td>ROE76229</td><td>180 000</td><td>495</td></tr><tr><td>Réseau public AEP</td><td>COULLONS</td><td></td><td>130 000</td><td>360</td></tr></tbody></table> <p>L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation de ses installations, le remplacement du matériel, pour limiter la consommation d'eau de l'établissement. Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé quotidiennement. Les résultats sont portés sur un registre.</p>	Origine de la ressource	Nom de la masse d'eau ou de la commune du réseau (Lambert 93)	Code national de la masse d'eau (compatible SANDRE) (si prélèvement dans une masse d'eau)	Prélèvement maximal annuel (m <sup>3</sup> )	Débit maximal journalier (m <sup>3</sup> )	Eau de surface (rivière Aquiaulne)	X=663 498 Y=6 724 088,7	ROE76229	180 000	495	Réseau public AEP	COULLONS		130 000	360
Origine de la ressource	Nom de la masse d'eau ou de la commune du réseau (Lambert 93)	Code national de la masse d'eau (compatible SANDRE) (si prélèvement dans une masse d'eau)	Prélèvement maximal annuel (m <sup>3</sup> )	Débit maximal journalier (m <sup>3</sup> )											
Eau de surface (rivière Aquiaulne)	X=663 498 Y=6 724 088,7	ROE76229	180 000	495											
Réseau public AEP	COULLONS		130 000	360											
<b>Constats : [C1]</b> L'exploitant a dépassé le volume maximum des prélèvements autorisés dans le réseau public AEP en 2021.															
<b>Observations :</b>  Vu : Déclaration des prélèvements annuels de l'établissement en 2021 : - Au sein de la rivière de l'Aquiaulne : 94 931 m <sup>3</sup> - Au sein du réseau AEP : 154 470 m <sup>3</sup>  Etudier l'impact d'une nouvelle répartition des prélèvements.															
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites															
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet															

## N° 2 : Plan des réseaux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/11/2017, article 4.2.2.
<b>Thème(s) :</b> Autre, Plan des réseaux
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Un schéma de tous les réseaux d'eau et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours. Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître : · l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation, · les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, ...) · les secteurs collectés et les réseaux associés · les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...) · les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).
<b>Constats : [C2]</b> Le plan des réseaux n'est pas à jour. L'exploitant n'est pas en mesure de justifier de la bonne connaissance de ses réseaux et rejets.
<b>Observations : Vu :</b> - Plan des réseaux, version août 2022 ; - Emplacement des points de rejet et de prélèvement, sur site.  L'exploitant informe être en attente d'une date pour une inspection des réseaux afin d'identifier la provenance de l'ensemble des écoulements constatés sur site. L'échéancier sur cette action doit être transmis à l'inspection des installations classées.  Le plan des réseaux est à compléter (précision de l'emplacement des points de rejet, légende du disconnecteur, caractérisation de l'ensemble des points de rejets).
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 3 : Rejets dans le milieu naturel

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/11/2017, article 4.3.9.1																							
<b>Thème(s) :</b> Autre, Rejets dans le milieu naturel																							
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet																							
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant est tenu de respecter, avant épandage des eaux résiduaires et après leur épuration (coagulation/floculation), les valeurs limites en concentration ci- dessous définies. Référence du rejet vers le milieu naturel : N °11 (Cf. repérage du rejet sous l'4.3.5)																							
<table><tr><td>Débit de référence</td><td>Moyen annuel : 6 m³/t produite</td></tr><tr><td>Paramètre</td><td>Concentration moyenne journalière (mg/l)</td></tr><tr><td>DCO</td><td>2400</td></tr><tr><td>DBO5</td><td>1000</td></tr><tr><td>Azote global NTK</td><td>80</td></tr><tr><td>Phosphore total</td><td>10</td></tr><tr><td>Potassium</td><td>40</td></tr><tr><td>Sulfates</td><td>150</td></tr><tr><td>indice phénol</td><td>0,3</td></tr><tr><td>hydrocarbures totaux</td><td>10</td></tr><tr><td>Composés organiques halogénés (en AOX)</td><td>1</td></tr></table>	Débit de référence	Moyen annuel : 6 m³/t produite	Paramètre	Concentration moyenne journalière (mg/l)	DCO	2400	DBO5	1000	Azote global NTK	80	Phosphore total	10	Potassium	40	Sulfates	150	indice phénol	0,3	hydrocarbures totaux	10	Composés organiques halogénés (en AOX)	1	
Débit de référence	Moyen annuel : 6 m³/t produite																						
Paramètre	Concentration moyenne journalière (mg/l)																						
DCO	2400																						
DBO5	1000																						
Azote global NTK	80																						
Phosphore total	10																						
Potassium	40																						
Sulfates	150																						
indice phénol	0,3																						
hydrocarbures totaux	10																						
Composés organiques halogénés (en AOX)	1																						
<b>Constats : [C3]</b> Les valeurs limites des paramètres DBO5 et DCO ne sont pas respectées pour le point de rejet n°11 (point de rejet "milieu naturel").																							
<b>Observations :</b> Vu : Analyse des eaux de rejets de mars à septembre 2022 du point de rejet n°11 (déclaration GIDAF)  Des dépassements sont constatés sur le paramètre DCO en avril, mai, juin, juillet et septembre (maximum mesuré à 3700 mg/l). Des dépassements sont constatés sur le paramètre DBO5 en avril, mai et juin (maximum mesuré à 1700 mg/l)..  L'exploitant est tenu de se conformer aux dispositions de son arrêté préfectoral et de prendre toutes les mesures nécessaires pour prévenir les dépassements. Il doit rechercher les causes des dépassements et proposer un plan d'actions adapté.																							
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites																							
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale																							
<b>Proposition de délais :</b> 30 jours																							

**N° 4 : Valeurs limites d'émission des eaux exclusivement pluviales**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/11/2017, article 4.3.11											
<b>Thème(s) :</b> Autre, Valeurs limites d'émission des eaux exclusivement pluviales											
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet											
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant est tenu de respecter avant rejet des eaux pluviales non polluées dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration ci-dessous définies : Référence du rejet vers le milieu naturel : N° 1 à 4 (Cf. repérage du rejet sous l'article 4.3.5) <table><tr><th>Paramètres</th><th>Concentrations instantanées (mg/l)</th></tr><tr><td>MEST</td><td>35</td></tr><tr><td>DBO<sub>5</sub></td><td>30</td></tr><tr><td>DCO</td><td>125</td></tr><tr><td>Hydrocarbures totaux</td><td>5</td></tr></table>		Paramètres	Concentrations instantanées (mg/l)	MEST	35	DBO <sub>5</sub>	30	DCO	125	Hydrocarbures totaux	5
Paramètres	Concentrations instantanées (mg/l)										
MEST	35										
DBO <sub>5</sub>	30										
DCO	125										
Hydrocarbures totaux	5										
<b>Constats : [C4]</b> L'exploitant ne respecte pas la périodicité annuelle des analyses sur les rejets eaux pluviales n°2 et n°4.											
<b>Observations :</b> Vu : Absence de déclaration sous GIDAF pour les deux points sus-visés.  L'exploitant explique ne pas avoir pu réaliser les prélèvements sur les points de rejet n°2 et n°4 en décembre 2021. La nouvelle campagne de prélèvement n'a jamais été programmée.											
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites											
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet											



## N° 5 : Epandage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/11/2017, article 8.1.2.5 et 8.1.2.6.1
<b>Thème(s) :</b> Autre, Epandage sur des parcelles non-autorisées
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Article 8.1.2.5</li> </ul> <p>Les dispositifs permanents d'entreposage d'effluents sont dimensionnés pour faire face aux périodes où l'épandage est soit impossible, soit interdit par l'étude préalable. Le volume nécessaire est de 80 000 m<sup>3</sup>, constitué de deux lagunes de respectivement 20 000 m<sup>3</sup> et 60 000 m<sup>3</sup>. Elles doivent être étanches et aménagées de sorte à ne pas constituer une source de gêne ou de nuisances pour le voisinage, ni entraîner une pollution des eaux ou des sols par ruissellement ou infiltration. Ces ouvrages sont régulièrement entretenus. [...] Le déversement dans le milieu naturel des trop-pleins des ouvrages d'entreposage est interdit. Les ouvrages d'entreposage à l'air libre sont interdits d'accès aux tiers non autorisés. Le dépôt temporaire d'effluents, sur la parcelle d'épandage et sans travaux d'aménagement n'est pas autorisé.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Article 8.1.2.6.1</li> </ul> <p>L'épandage est interdit en fonction des critères suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>pendant les périodes définies par les arrêtés préfectoraux régionaux liés à la directive nitrates,</li> <li>pendant les périodes où le sol est pris en masse par le gel ou abondamment enneigé,</li> <li>pendant les périodes de forte pluviosité (excédent hydrique) et pendant les périodes où il existe un risque d'inondation,</li> <li>en dehors des terres régulièrement travaillées et des prairies ou des forêts exploitées,</li> </ul> <p>[...]</p>
<b>Constats :</b> Absence d'écart constaté.
<p><b>Observations :</b></p> <p>Vu : "Dossier système de lagunage et consommation eau" du 21 septembre 2022.</p> <p>L'exploitant n'épand que sur des parcelles autorisées. Il n'a pas été constaté de nouveau déversement accidentel depuis le 13 août 2021. Des travaux (mise en place d'une vanne) ont été réalisés et des procédures internes ont été produites, visant à limiter le risque de déversement accidentel. L'agent en place chargé de la surveillance des bassins le jour de la visite, avait connaissance de l'ensemble de ces dispositifs.</p> <p>Le volume utile des deux lagunes est respectivement de 20 000 m<sup>3</sup> et 60 000 m<sup>3</sup>. Le dossier transmis par l'exploitant en réponse à l'arrêté de mise en demeure justifie qu'elles sont dimensionnées pour faire face aux périodes où l'épandage est impossible ou interdit. En cas d'atteinte de la capacité maximale, la procédure interne mise en place au sein de l'usine est l'arrêt immédiat de la production.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 6 : Mise à jour du plan d'Épandage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/11/2017, article 8.1.2.
<b>Thème(s) :</b> Autre, Mise à jour du plan d'épandage
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant est autorisé à pratiquer l'épandage de ses effluents et boues du bassin de sédimentation et de la lagune aérée sur les parcelles référencées ci-dessous, soit une superficie épandable de 330,5 ha pour une superficie totale de 370 ha. Les parcelles grisées dans le tableau ci-dessous correspondent à celles recevant les boues des bassins. L'extension du périmètre d'épandage ne sera réputée accordée qu'après que l'exploitant ait implanté le réseau piézométrique complémentaire et réalisé les analyses déterminant l'état initial des sols et des eaux souterraines concernés par cette extension (cf 9.2.3.3).</p> <p>[...]</p> <p>Le volume maximal annuel d'effluents autorisés à l'épandage est 227 000 m<sup>3</sup> pour 7,72 tonnes d'azote. Le volume maximal annuel de boues du bassin de sédimentation est de 150 m<sup>3</sup> et celui de la lagune aérée de 1 500 m<sup>3</sup>. La siccité de ces boues est de 8 %, soit 132 tonnes de MS pour 2 tonnes d'azote. Toute modification du plan d'épandage est portée, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet. Article 8.1.2.1. Règles générales L'épandage des effluents sur ou dans les sols agricoles doit respecter les règles définies par l'article 12.3 de l'arrêté du 3 avril 2000 pour l'industrie papetière et par l'arrêté relatif au programme d'actions à mettre en oeuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole. En particulier, l'épandage ne peut être réalisé que si des contrats ont été établis entre les parties suivantes : · Producteur d'effluents et prestataire réalisant l'opération d'épandage, · Producteur d'effluents et agriculteurs exploitant les terrains. Ces contrats définissent les engagements de chacun, ainsi que leur durée.</p>
<b>Constats : [C5]</b> Le plan d'épandage n'est pas à jour.
<p><b>Observations :</b>  Vu :  - Bilan épandage 2021 ;  - Étude hydrogéologique et implantation piézométrique Réf 21-010/45, version 2 du 24 septembre 2021.</p> <p>Bien que ce ne fut pas le cas en 2020, les doses ont bien été respectées en 2021, et un équilibre en terme d'épandage a été retrouvé entre les différentes parcelles.  Cela étant, l'exploitant souhaite modifier son plan d'épandage (les parcelles indiquées dans l'Arrêté préfectoral du 21/11/2017 n'étant plus exploitables du fait de l'abandon d'un agriculteur du programme d'épandage et de l'absence d'épandage sur les parcelles au Nord-Est).</p> <p>L'exploitant doit :  - Mettre à jour l'étude hydrogéologique (justifier implantation du piézomètre Pz3, ...) ;  - Fournir un dossier de mise à jour de son plan d'épandage accompagné d'un échéancier. Pour rappel, les parcelles doivent être identifiées suivant <b>leurs références cadastrales</b> (au sein de la demande de modification et de l'étude hydrogéologique) ;</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 7 : Gestion des ouvrages : conception, dysfonctionnement**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/11/2017, article 4.3.3
<b>Thème(s) :</b> Autre, Gestion des ouvrages : conception, dysfonctionnement
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> La conception et la performance des installations de traitement des effluents aqueux permettent de respecter les valeurs limites imposées au rejet par le présent arrêté. Elles sont entretenues, exploitées et surveillées de manière à réduire au minimum les durées d'indisponibilité ou à faire face aux variations des caractéristiques des effluents bruts (débit, température, composition...) y compris à l'occasion du démarrage ou d'arrêt des installations. Si une indisponibilité ou un dysfonctionnement des installations de traitement est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées par le présent arrêté, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en limitant ou en arrêtant si besoin les fabrications concernées. Les dispositions nécessaires doivent être prises pour limiter les odeurs provenant du traitement des effluents ou dans les canaux à ciel ouvert (conditions anaérobies notamment).
<b>Constats : [C6]</b> L'exploitant n'est pas en mesure de justifier la formation de mousse dense sur ses lagunes. Ce phénomène doit, entre autres, être étudié au regard de la charge organique des effluents à traiter dans la lagune et plus largement du fonctionnement de celle-ci.
<b>Observations :</b> Vu : la présence importante de mousse en surface de la lagune 20 000 m <sup>3</sup> Vu : Les dépassements constatés sur le paramètre DCO en avril, mai, juin, juillet et septembre 2022, et sur le paramètre DBO5 en avril, mai et juin 2022.  Une analyse du système de traitement doit être transmise afin de vérifier le dimensionnement et l'efficacité de celui-ci (s'assurer que le traitement par lagunage est adapté à la filère, valider l'efficacité de la biomasse en place notamment, exclure le risque de sur-oxygénation ou sous-oxygénation des bassins, présenter le système de gestion de l'oxygénation,...).
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 8 : Organisation de l'établissement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/11/2017, article 7.5.1
<b>Thème(s) :</b> Autre, Organisation de l'établissement
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant prend toute disposition pour entretenir et surveiller à intervalles réguliers les mesures et moyens mis en oeuvre afin de prévenir les émissions dans le sol et dans les eaux souterraines et tient à la disposition de l'IIC les éléments justificatifs (procédures, compte rendu des opérations de maintenance, d'entretien des cuvettes de rétention, canalisations, conduits d'évacuations divers...) Une consigne écrite doit préciser les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention, préalablement à toute remise en service après arrêt d'exploitation, et plus généralement aussi souvent que le justifieront les conditions d'exploitation. Les vérifications, les opérations d'entretien et de vidange des rétentions doivent être notées sur un registre spécial tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b> Absence de non conformité constatée
<b>Observations :</b> Vu : "Dossier de lagunage et consommation d'eau" du 21 septembre 2021. Vu : plan des lagunes en place sur la clôture d'accès à la lagune 20 000 m <sup>3</sup> , et au poste de conduite des installations ; Vu : schéma d'astreinte mis en place (non testé le jour de la visite)  Depuis le déversement accidentel des 10 et 13 août 2021, des travaux (mise en place d'une vanne) ont été réalisés et des procédures internes ont été produites, visant à limiter le risque de déversement accidentel. L'agent en place chargé de la surveillance des bassins le jour de la visite, avait connaissance de l'ensemble de ces dispositifs.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 9 : Rapport d'incident

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 13/08/2021, article Art. R. 512-69
<b>Thème(s) :</b> Autre, Rapport d'incident
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.  Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b> Absence de non conformité constatée.
<b>Observations :</b> Vu : <ul style="list-style-type: none"><li>- Rapport d'intervention - résolution de problèmes.</li><li>- Fiche de notification accident.</li></ul> L'exploitant a fourni l'ensemble des documents attendus, réalisé les procédures de gestion des lagunes et procédé aux travaux nécessaire pour limiter le risque de débordement des lagunes.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 10 : Entretien des moyens d'intervention

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/11/2017, article 7.6.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Système d'extinction automatique à eau (sprinkler)
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles.  L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions. Les matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie sont vérifiés périodiquement selon les référentiels en vigueur. L'exploitant doit fixer les conditions de maintenance, de vérifications périodiques et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.
<b>Constats : [C7]</b> L'installation de sprinklage n'est pas maintenue en bon état.
<b>Observations :</b> Vu : Rapport de vérification d'une installation d'extinction automatique à eau du 25/09/2022 (certificat Q1)  Le rapport fait état d'un certain nombre d'observations et de remarques concernant l'état de propreté du système de sprinklage, maintenues depuis 2018, notamment l'encrassement de têtes de sprinklage. En tout, 8 observations sont relevées, ainsi que deux non-conformités dont une avec risque de mise en échec du système de sprinklage.  L'exploitant doit justifier des mesures prises pour prévenir les risques d'encrassement de son réseau sprinklage au regard de l'emploi comme source B des eaux chargées et moussantes, contenues dans la lagune de 20 000 m3, à l'air libre.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 30 jours